

## **Ce n'est pas une crise, c'est une faillite :** faillite du libre-échange, faillite de l'Union Européenne, faillite du libéralisme.

⇒ **Il ne faut pas seulement une relance, il faut changer profondément de politique**  
changer de cap en France et en Europe !

La « crise » se traduit déjà par 200.000 chômeurs de plus. En 2009, ils seront au moins 500.000 de plus. Mais le chômage de masse n'est pas nouveau : il s'est installé en France à partir de 1974 et s'est accru depuis lors.

La « crise » se traduit par des salaires gelés, et le gouvernement refuse la relance par la consommation. Mais ce n'est pas nouveau : le pouvoir d'achat est malmené en France depuis plus de 25 ans.

En France, la part des salaires dans le total des richesses créées est passée de 66.5% à 57.2% (-9.3 points soit près de 180 milliards d'euros)... mais entre 1982 et 2006 : bien avant la « crise ».

⇒ **Les problèmes ont commencé avant la crise : cette crise n'est pas un événement isolé ;**  
c'est la dernière manifestation en date, la plus criante, du naufrage annoncé de la mondialisation libérale.

Chômage et bas salaires sont provoqués par la mise en concurrence des peuples les uns contre les autres. C'est le « libre échange » : en réalité, la totale liberté laissée aux investisseurs financiers de considérer les travailleurs du monde comme des pantins interchangeables et d'utiliser la misère des uns pour contourner ou supprimer les droits sociaux des autres !

Même les services publics et la protection sociale doivent, comme l'industrie et l'emploi, passer à la moulinette de cette « concurrence libre et non faussée ». Y compris la santé, l'éducation, la culture.

**Voilà d'où vient la « crise » ! Latente depuis vingt ans, patente depuis peu,  
la crise est celle des politiques de « concurrence libre et non faussée »  
décidées par l'O.M.C., le F.M.I., l'Union Européenne.**

Face à cela, il faut que les travailleurs se mobilisent ; il faut combattre le gouvernement et la majorité de droite, mais il faut aussi viser ses complices et ses donneurs d'ordre : la commission de Bruxelles, la direction du FMI, la direction de l'O.M.C..

Il faut exiger d'eux un changement profond de politique à l'échelle nationale, européenne, mondiale. D'ores et déjà, nous voulons :

- ☺ **la reconquête et le développement de nos services publics**
- ☺ **la prise en main par l'Etat et par le mutualisme des grands groupes bancaires et industriels stratégiques**
- ☺ **la protection de nos emplois et de nos savoir faire**
- ☺ **le changement des règles commerciales pour permettre l'augmentation des salaires et le renforcement des protections sociales malgré la concurrence des pays à faible coût de main d'œuvre**
- ☺ **une véritable politique publique d'investissement dans le logement**
- ☺ **une véritable ambition nationale pour la Recherche et l'Ecole**
- ☺ **une politique monétaire européenne souple qui permette l'investissement productif et allège la dette des Etats**

**Dans la rue comme dans les urnes, avec les républicains de gauche du MRC,  
défendons le monde du travail, défendons le modèle social français,  
défendons la République !**

Pour adhérer, ou tout simplement obtenir des informations sur le MRC, renvoyez ce papillon, nous prendrons contact avec vous :

NOM :

Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique :



**M.R.C. Paris, 8 rue Rougemont 75009 PARIS** - [www.mrc-france.org](http://www.mrc-france.org) - [www.chevenement.fr](http://www.chevenement.fr) - [www.georges-sarre.net](http://www.georges-sarre.net)

